



Cahiers du Patrimoine

4

[ Histoire ]

# Code des lois

Ministère de la Culture de Polynésie française

Vahl Sylvia Richaud

## Introduction générale

---

Ce recueil des tous premiers codes de lois législatifs et juridictionnels, que l'on a pris l'habitude d'appeler à tort ou à raison les « codes missionnaires » est une première contribution qui répond à la volonté de madame le ministre de la Culture et de l'Enseignement supérieur, madame Louise Peltzer, de rendre publique et donc accessible à tous le contenu de ces codes en *reo mā'ohi* en priorité. Il a été élaboré dans une logique de prolongement de la dynamique lancée par l'année du *Reo Mā'ohi*, Hltimano, de l'an 2000 qui consiste à revitaliser les langues polynésiennes des cinq archipels de la Polynésie française au travers de leurs parlers et de leurs écrits et à faire prendre conscience à l'ensemble de la population de la valeur et de la richesse de ses traditions et de son patrimoine culturel, artistique, religieux et linguistique.

Ce travail correspond également à un double besoin qui est, d'une part, celui de combler un vide de connaissance des générations de Polynésiens actuels pour lesquels une incursion dans leur passé peut être source de curiosité et d'intérêt, et d'autre part, de fournir des matériaux juridictionnels, linguistiques et pédagogiques de qualité à l'usage des habitants soucieux de connaître leur culture ainsi que des spécialistes de toutes disciplines.

Nous avons choisi de privilégier dans le présent ouvrage les Codes des lois les plus anciens ayant jamais été promulgués dans chaque archipel de l'actuelle Polynésie française, dans la mesure où nous les avons à notre disposition, malgré leur mauvais état de lisibilité pour certains d'entre eux. Ils sont livrés dans leurs versions intégrales, par ordre chronologique d'adoption, de la plus ancienne à la plus récente.

Pour les îles de la Société, *E ture no Tahiti* dit Code Pomare de 1819 figure en première position. Viennent ensuite le Code Tamatoa de Ra'iatea de 1820, *E ture no Huahine* dit Code Teri'itaria de 1822 en langue française seulement, *E ture na Tahiti e Moorea, e na Mectia, Ana, Auura, Matea e Tetiaroa ho'i* de 1824, puis *E ture no Huahine noi de Teri'itaria* de 1835 et enfin le Code de Tamatoa et de Teari'imaevavua de 1836.

Les codes des archipels éloignés complètent cette liste. Les îles Marquises ont un Règlement qui date du 20 Mars 1863 en langue française. Les îles Gambier se voient doter d'un Code Mangarévien, *A mau turega magareva*, en langue française et mangaréviennne, en février 1881. Rurutu aux îles Australes a un Code intitulé *E Apoapo Rurutu* promulgué sous le règne de Teuruarii IV, en août 1888.

Pour que cette première compilation de lois soit la plus large possible, nous avons jugé tout à fait opportun d'y inclure en tête de liste le Code Tetuna'e, du nom du grand législateur tahitien qui a, le premier, édicté un ensemble de préceptes de vie et de bonne conduite à l'usage des *ari'i* et de leurs descendants.

Il va de soi que cette sélection, certes non exhaustive, des lois au service de l'idéal chrétien prôné par les missionnaires, protestants comme catholiques, nous permet d'avoir un aperçu juste et global de ce qui a servi à jeter les premières bases d'une civilisation chrétienne et d'un ordre politique et culturel nouveau, de manière irréversible.

On peut y lire en filigrane, outre le cadre de vie, les mœurs et coutumes des acteurs de la société polynésienne de l'époque jugés dissolus et vils, toute une panoplie de détails significatifs et révélateurs autant dans l'acharnement que mettaient les missionnaires à en découdre avec ce qui leur déplaisait que dans les pôles de tensions et de changements en cours, aussi bien chez les missionnaires que chez les Polynésiens au pouvoir. Le jeu des rivalités en faction, l'immixtion des marins et commerçants Européens de passage dans les affaires civiles du pays et l'intervention

de plus en plus affirmée des puissances colonisatrices occidentales, l'Angleterre et la France précisément, dans l'exercice du pouvoir compliquaient considérablement la donne et obligeaient constamment les missionnaires à adapter et à innover leurs projets de réformation et de restructuration des sociétés insulaires, jusque dans leurs lois et dans leurs fondements. D'où la nécessité qui s'imposait aux missionnaires, à des degrés différents suivant le contexte de l'île et suivant leurs appartenances religieuses d'origine, d'élaborer et de mettre en place des dispositifs législatifs complets et cohérents – « souvent davantage pour protéger les jeunes chrétientés contre le monde extérieur que pour en réguler le fonctionnement.<sup>1</sup> »

Pour des gens dont la vocation première était davantage de sauver les âmes de ceux qu'ils évangélisaient et amenaient sur le chemin du salut, ce besoin de légiférer trouve son explication dans le sentiment d'indignation et de révolte qu'ils ressentaient face à « l'arbitraire de la justice insulaire et du pouvoir illimité exercé par les *ari'i* sur leurs sujets et la totale irrévérence des sociétés insulaires pour les valeurs élémentaires du christianisme mais aussi de la bourgeoisie occidentale : atterrés par la pratique de l'adultère, le non-respect de la propriété privée ou de la vie humaine... »<sup>2</sup>

Profitant de la situation nouvelle qui s'offrait à eux, les grands chefs dont l'accession au pouvoir suprême était souvent fragile parce que contestée et menacée par leurs égaux, étaient demandeurs de ces codes dans le seul but d'affirmer et d'asseoir définitivement leur autorité de manière stable et durable dans le temps.

L'idée des missionnaires protestants en particulier de fixer par écrit des règles de conduite sous forme de lois codifiées ne se limita pas uniquement au contexte tahitien puisqu'on la retrouve dans les archipels voisins, à Hawaii et Tonga en l'occurrence. L'historienne Claire Laux en donne l'illustration suivante : « dès le 21 décembre 1823 le crieur public proclame, selon la tradition, un édit imposant le strict respect du Sabbat et interdisant d'allumer des feux ce jour-là. À Tonga également, l'observation du Sabbat est inscrite dans la loi elle-même, comme le dispose l'article II du Code Vavau de 1838. »<sup>3</sup>

L'exemple des codes législatifs tahitiens rayonna bien au-delà des limites géographiques de l'archipel. Ainsi, « En quelques années [peu après 1850], plusieurs catéchistes évangélisent le Loessi et Boula [chef coutumier régnant sur Loessi, la partie Sud de l'île de Lifou aux Loyautés] adopte un code social basé sur le décalogue, imité du code Pomare »<sup>4</sup>. Le Code Teri'itaria adopté à Huahine en 1822 a servi de modèle à George I<sup>er</sup> de Tonga pour son propre code de 1850.<sup>5</sup>

Les parties introductives placées respectivement au début de chacun des dix textes de codes choisis ont été conçues pour rendre la lecture de ces codes, qui est souvent rébarbative, plus éclairante et moins opaque. Elles tentent de remettre en mémoire le contexte historique de l'époque, les auteurs directs et indirects de l'élaboration et de la rédaction de ces codes, l'esprit dans lequel ils ont été faits, sans oublier l'analyse synthétique et néanmoins utile de leurs contenus.

1. Claire Laux, *Les théocraties missionnaires en Polynésie au XIX<sup>e</sup> siècle, Des cités de Dieu dans les Mers du Sud, Mondes Océaniques*, L'Harmattan, 2000, p. 151.

2. -op. cit., p. 151.

3. -op. cit., p. 157.

4. Jean-François Zorn, *Le grand siècle d'une mission protestante, La Mission de Paris de 1822 à 1914, Les Bergers et les Mages*, Paris, 1993, p. 150.

5. Claire Laux, *Les théocraties missionnaires en Polynésie au XIX<sup>e</sup> siècle, Des cités de Dieu dans les Mers du Sud, Mondes Océaniques*, L'Harmattan, 2000, p. 155.





